

Unité bidépartementale
du Calvados et de la Manche

Saint-Lô, le 30/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV NORMANDIE

Le Buat (la butte)
50540 ISIGNY LE BUAT

Références : 2022-50-136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Le Buat (la butte) 50540 ISIGNY LE BUAT. L'inspection a été annoncée le 08/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORMANDIE
- Le Buat (la butte) 50540 ISIGNY LE BUAT
- Code AIOT dans GUN : 0005303658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'installation de stockage de déchets non dangereux d'Isigny-le-Buat est autorisée par arrêté préfectoral du 19 décembre 2007 modifié, pour une durée de 16 ans, soit jusque décembre 2023. L'installation est arrivée à pleine capacité et les derniers déchets ont été réceptionnés le 22 avril 2022. Les travaux de couverture finale du dernier casier sont en cours. A l'issue de ces travaux démarrera la période de post-exploitation de la zone 2.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 16.4
Mesure des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 29.3
Piezomètres	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 33.1
Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 41.5

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Odeurs	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 13.4
Analyse des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 28.1
Entretien de la zone 1	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 44
Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Niveaux de lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Couverture du casier 4C	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35 et 55
Passage en post-exploitation de la zone 2	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 37

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a notamment permis de constater les travaux de couverture en cours au niveau du dernier casier de l'installation.

Des écarts sont relevés (notamment le défaut de maintenance des installations électriques, des dépassements de valeurs limites pour les rejets atmosphériques, et la non-remise du rapport annuel relatif à l'année 2021).

Outre les réponses à apporter à ces écarts, il est demandé à l'exploitant de compléter son dossier de "cessation d'activité" puis de notifier à l'inspection des installations classées l'achèvement des travaux de couverture du dernier casier, en vue du passage en post-exploitation de l'installation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 13.4
Prescription contrôlée : "L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs."
Constats : Le dernier casier de l'installation ayant été recouvert d'une couche de terre intermédiaire, le site n'est plus à l'origine d'odeurs de déchets "frais". Des odeurs de biogaz subsistent à proximité immédiate des installations de collecte et de traitement du biogaz. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'émission d'odeur à l'extérieur de l'installation. A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a fourni le registre des signalements reçus depuis le début d'année 2022 : une unique plainte y est enregistrée en date du 20 avril, soit avant la fermeture du dernier casier. A l'issue des travaux de couverture et de dégazage du casier 4C, la vigilance de l'exploitant devra être maintenue sur le sujet des odeurs de biogaz, en veillant quotidiennement à la maintenance et au bon fonctionnement des installations de collecte et traitement de biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 16.4
Prescription contrôlée : "Un contrôle [des installations électriques] est effectué régulièrement, au minimum une fois par an, par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui doit très explicitement mentionner les déficiences constatées auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais."
Constats : Lors de la précédente inspection du 16/11/2021, il avait été constaté un nombre important d'observations relevées lors du contrôle de l'Apave daté des 02 et 03/11/2021. Ces observations étaient en grande partie récurrentes par rapport au contrôle de l'année précédente. Il avait alors été demandé à l'exploitant de remédier à l'ensemble des déficiences relevées sous un délai de 4 mois à compter de la date de réception du rapport (soit avant le 21/04/2022). A la date de la présente inspection (20/06/2022), l'exploitant n'a pas remédié aux déficiences constatées. L'intervention d'un technicien compétent doit impérativement intervenir sous un délai de deux mois. A défaut, un arrêté de mise en demeure sera proposé à la signature du préfet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Analyse des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 28.1
Prescription contrôlée : "Les eaux de ruissellement recueillies dans les bassins de décantation et d'orages doivent, pour être rejetées à l'aval de l'installation, respecter les prescriptions suivantes. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température doit être inférieure à 30°C. Matières en suspension totales (MEST) < 30 mg/l, Carbone organique total (COT) < 70 mg/l, Demande chimique en oxygène (DCO) < 90 mg/l, Demande biochimique en oxygène (DBO5) < 15 mg/l, Azote global < 30 mg/l, Hydrocarbures totaux < 2 mg/l."
Constats : A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a fourni les résultats de la dernière analyse des eaux du bassin ERI ILB1, correspondant à un prélèvement effectué le 18/05/2022. Pour le paramètre MEST, la limite de quantification de 40 mg/l ne permet pas de s'assurer du respect de la valeur limite fixée à 30 mg/l. Cette anomalie devra être corrigée pour les prochaines campagnes d'analyse. Pour les autres paramètres, les résultats sont conformes aux valeurs limites réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesure des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 29.3
Prescription contrôlée : "Nonobstant les éventuelles dispositions spécifiques stipulées par ailleurs, tout rejet dans l'atmosphère doit respecter les valeurs limites en polluants suivantes : CO < 150 mg/Nm3, poussières < 10 mg/Nm3, SO2 < 300 mg/Nm3, HF < 5 mg/Nm3, HCl < 50 mg/Nm3."
Constats : A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures des rejets atmosphériques datées du 07/04/2022. Plusieurs dépassements sont relevés : - sur le moteur, le paramètre CO atteint une valeur moyenne de 1196 mg/Nm3 pour une valeur limite fixée à 150 mg/Nm3. - sur la torchère, le paramètre SO2 atteint une valeur moyenne de 662 mg/Nm3 pour une valeur limite fixée à 300 mg/Nm3. Il est demandé à l'exploitant d'interpréter ces écarts et d'apporter les corrections nécessaires aux installations pour éviter que ceux-ci ne se reproduisent. En outre, le rapport de mesure pointe 14 écarts aux référentiels normatifs (cf. partie 4.2 du rapport de l'Apave). L'exploitant doit également mettre en œuvre un plan d'actions pour lever ces écarts. Une réponse devra être apportée à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 33.1
Prescription contrôlée : "La surveillance des eaux souterraines au droit de la zone 2 du centre de stockage est assurée par un réseau de contrôle constitué de quatre piézomètres : 1 piézomètre en amont hydraulique PZ5 situé au nord est de la parcelle ZB40, et 3 piézomètres en aval hydraulique PZ2 au nord de la parcelle ZB53, PZ6 à l'entrée du site, et PZ7 au nord ouest de la parcelle ZB49. Ces ouvrages de surveillance doivent être protégés contre les risques de détériorations, leur tête doit être étanchée et leur capot sécurisé."
Constats : Les piézomètres contrôlés (PZ5, PZ6 et PZ7) sont bien équipés d'une margelle et d'un capot. La sécurisation de ces capots doit cependant être renforcée (cadenas). Des opérations de débroussaillage sont à prévoir pour maintenir l'accès aux piézomètres. En particulier, le PZ7 a été difficilement localisé en raison de sa couverture par la végétation. Le capot du PZ5 porte la mention PZ6 et le capot du PZ6 porte la mention PZ5, d'où un risque non négligeable de confusion dans la saisie et l'interprétation des résultats d'analyses d'eaux souterraines. Les 3 piézomètres évoqués ci-dessus (PZ5, PZ6 et PZ7) ont été contrôlés par sondage, mais l'ensemble des piézomètres de l'installation devront faire l'objet de vérifications par l'exploitant. Un récapitulatif des contrôles effectués et des actions mises en œuvre (identification, débroussaillage, sécurisation) devra être envoyé à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 41.5
Prescription contrôlée : "L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente [...]."
Constats : Le rapport annuel relatif à l'année 2021 n'a pas été adressé au Préfet. La remise de ce rapport est attendue sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Entretien de la zone 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 44
Prescription contrôlée : "Le suivi de la zone 1 comprend notamment [...] l'entretien régulier du site."
Constats : Lors de la précédente inspection du 16/11/2021, une vigilance avait été demandée sur l'entretien des fossés de collecte des eaux superficielles, devant être curés de façon à rétablir le bon écoulement des eaux et éviter l'apparition de végétation arbustive. La présente inspection du 20/06/2022 a permis de constater la réalisation d'opérations de curage, fauchage et élagage au niveau des fossés de la zone 1.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Prescription contrôlée : "La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1."
Constats : La déclaration GEREP au titre de l'année 2021 a été transmise par l'exploitant le 07/04/2022 et validée par l'inspection des installations classées le 29/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Niveaux de lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Prescription contrôlée : "Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé."
Constats : A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a fourni le dernier relevé des hauteurs de lixiviats en fonds de casiers, daté du 31/05/2022. Selon les casiers, les niveaux oscillent entre 20 et 80 cm, avec une moyenne à 50 cm. Bien que ces niveaux ont tendance à dépasser les 30 cm recommandés, ils sont pour autant conformes aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Couverture du casier 4C

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35 et 55
Prescription contrôlée : "[...] tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone." "Tout casier exploité en mode bioréacteur est équipé d'une couverture d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre et d'une perméabilité inférieure à $5 \cdot 10^{-9}$ m/s au plus tard six mois après la fin d'exploitation de la zone exploitée en mode bioréacteur."
Constats : Les derniers déchets ont été réceptionnés dans le casier 4C le 22 avril 2022. A la date de l'inspection, les travaux étaient en cours : le casier avait déjà été recouvert d'une couche de terre intermédiaire (entreprise GUINTOLI) et la géomembrane était en cours de pose (entreprise EGC Galopin). A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté le programme des travaux de réaménagement final (commun à tous les casiers) et le planning de réalisation de la couverture du casier 4C, visant une fin des travaux en août 2022 à l'exception de l'engazonnement prévu en octobre 2022. Ces documents n'appellent pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Passage en post-exploitation de la zone 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 37
Prescription contrôlée : "Dès la fin de l'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;- l'article 21 concernant le contrôle des équipements de collecte et traitement du biogaz s'applique jusqu'au passage en gestion passive du biogaz ;- l'article 22 concernant le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ;- les articles 23, 24 et 25 (hors capacités d'accueil de déchets disponibles restantes) concernant respectivement la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;- la fréquence des contrôles prévue à ces articles est adaptée selon les fréquences suivantes :<ul style="list-style-type: none">- volumes des lixiviats collectés : semestriel ;- composition des lixiviats collectés : semestriel ;- composition du biogaz CH₄, CO₂, O₂, H₂S : semestriel."
Constats : Les derniers déchets ont été apportés dans la zone ILB2 le 22/04/2022. A partir de cette date, l'ISDND d'Isigny-le-Buat est arrivée à pleine capacité et n'a donc plus la possibilité de recevoir de nouveaux apports de déchets non dangereux. L'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées un dossier daté du 04/05/2022 et relatif à la cessation d'activité de l'ISDND. Il est ici rappelé que la période dite de "post-exploitation" commencera à la date de notification de l'achèvement de la couverture finale du casier 4. L'exploitant devra donc veiller à notifier cet achèvement des travaux à l'inspection des installations classées afin de bien prendre acte du démarrage de la période de post-exploitation. Il est également demandé à l'exploitant de compléter le dossier du 04/05/2022 : <ul style="list-style-type: none">- en précisant si un agent de la société SUEZ RV Normandie sera maintenu sur site pour les opérations courantes d'entretien et de réglage des systèmes de gestion des lixiviats et du biogaz, ou à défaut en précisant l'organisation mise en place pour assurer un suivi régulier et une possibilité d'intervention rapide sur le site.- en précisant davantage quels équipements sont conservés et quels équipements sont démantelés (par exemple pont bascule, bureaux, caméras,...).- en précisant les opérations/aménagements restant à réaliser (par exemple : aménagement de fossés périphériques de collecte des eaux superficielles, évacuation de morceaux de géomembrane à proximité du bassin de rétention ILBII).- en précisant également quelles opérations sont prévues au niveaux de la parcelle de TCCR et des bassins de traitement des boues.- en apportant la description technique de la nouvelle cuve de réinjection de lixiviats installée au sommet du dôme de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite